

# Le Ceser s'attaque aux maux de l'hôpital public

NR Indre-et-Loire - Publié le 28/02/2019 - NR



Le rapport préconise de mieux répartir les internes en médecine dans les hôpitaux de la région.

© (Photo archives NR)

Le Conseil économique social et environnemental régional publie un diagnostic alarmiste sur la dure réalité de l'hôpital public dans le Centre-Val de Loire

Cette auscultation a été réalisée sur la base d'une cinquantaine d'auditions, à la suite d'une « saisine citoyenne » initiée par la CGT – une première pour le Ceser – qui a recueilli plus de 60.000 signatures. « *Les difficultés d'accès aux soins sont très importantes* » dans la région et se traduisent au mieux par un recours à des praticiens hors du territoire et au pire « *par un renoncement aux soins* », écrit le Ceser en ouverture de son rapport.

Au chapitre des causes, il dénonce notamment le rôle des groupements hospitaliers de territoire (GHT) « *qui font l'impasse sur la notion de bassin de santé* ». Pourquoi avoir, par exemple, rattaché l'hôpital du Blanc à Châteauroux alors qu'il coopérait historiquement avec Poitiers ? Ce choix, dit-il, « *a brisé les liens existants dans une optique d'optimisation et de rentabilisation* » sans résoudre le moindre problème.

Autre dispositif durement critiqué, la tarification à l'acte dans les hôpitaux, un « cercle vicieux » qui augmente la charge de travail et contribue au mal-être et à l'absentéisme des personnels de santé. Résultat, « *le climat social est tendu* » et génère même « *une perte de sens des professionnels envers leur métier* ».

Ce tableau ne contribue pas à l'attractivité d'une région qui souffre d'une pénurie chronique de praticiens. Hormis l'Indre-et-Loire, le taux de généralistes est inférieur de 33 % à la moyenne nationale. Même situation pour les spécialistes, si bien que les patients se reportent sur l'hôpital, déjà surchargé. Quant à la création de maisons de santé pluridisciplinaires (MSP), financées par la région, elles n'ont pas permis de résoudre les carences, juge le Ceser qui préconise leur évaluation avant de poursuivre leur déploiement.

Mieux répartir les internes Il y a donc urgence à soigner le malade. Et pour sortir de l'impasse, le meilleur traitement semble être la hausse du nombre de médecins. La faculté de Tours en compte actuellement 250, le Ceser préconise de passer à 350, voire 400. Il souhaite aussi une répartition plus équitable des internes dans les hôpitaux et auprès des généralistes de la région, dans l'espoir qu'ils s'installent sur place après leurs études, ainsi qu'une extension du CHU de Tours en direction d'Orléans, pour favoriser, là encore, une meilleure répartition territoriale. Reste à voir si l'ordonnance sera suivie d'effets...